

EXILÉS. Cent manifestants ont protesté devant l'Hôtel du département

Migrants : soutiens vigilants



Marie Hénocq a débriefé l'entrevue de la Cimade et Médecins du monde avec le Département. Photo PD.

Face aux défaillances du Département, le collectif de soutien aux migrants isolés a manifesté, hier.

La pluie n'a pas refroidi les soutiens des jeunes migrants isolés. Hier, une centaine de manifestants s'est réunie sous les fenêtres de l'Hôtel du département. À l'appel du collectif de soutien aux expulsés de la rue des Stocks, ils protestaient contre le défaut de mise à l'abri des mineurs étrangers isolés par le service de protection de l'enfance du conseil départemental (*lire notre édition d'hier*). « Ce soir, tout le monde dort

au chaud », annonce soulagée Marie Hénocq, déléguée régionale de la Cimade. Les cinq dernières mises à l'abri ont été annoncées aux jeunes par leurs avocats », détaille-t-elle mégaphone à la main.

Un mois de lutte pour obtenir les cinq dernières mises à l'abri

Ces prises en charges interviennent quelques heures après une rencontre entre le Président du conseil départemental, Philippe Grosvalet, et les représentants de la Cimade et de Médecins du

monde. « Il aura fallu un bras de fer juridique, un mois de lutte et cette rencontre pour faire appliquer la loi », soupire Marie Hénocq.

Parmi les manifestants, de jeunes migrants portent une banderole. Il y est inscrit : « Enfin mis à l'abri. Et pour ceux qui viendront après ? » Le compte rendu de l'entrevue entre les organisations et la collectivité laisse la foule dubitative. « On n'a pas d'engagement du conseil départemental que des défaillances ne se reproduiront pas », indique la porte-parole de la Cimade. « On espère ne plus avoir à en référer devant le tribunal administratif »,

poursuit son homologue de Médecins du monde.

Dans un communiqué, le conseil départemental évoque « la possibilité de faire appel à la solidarité citoyenne ». Le dispositif pourrait ainsi être complété par une prise en charge confiée « à des tiers dignes de confiance ». Pour Marie Hénocq, « ils y réfléchissent mais n'ont rien de concret pour le moment ». Les organisations de soutien aux jeunes migrants restent vigilantes. « Une prise en charge ne se résume par à un hébergement à l'hôtel », insistent les manifestants.

Antonin Galleau